438

COMITÉ NATIONAL DE L'UNION DES ORGANISATIONS
DES ÉMIGRÉS MACÉDONIENS EN BULGARIE

LA MACÉDOINE SOUS LA DOMINATION SERBE ET LES DROITS DES MINORITÉS

SOFIA — IMPRIMERIE P. GLOUCHCOFF — 1926

COMITÉ NATIONAL DE L'UNION DES ORGANISATIONS
DES ÉMIGRÉS MACÉDONIENS EN BULGARIE

LA MACÉDOINE SOUS LA DOMINATION SERBE ET LES DROITS DES MINORITÉS



SOFIA — IMPRIMERIE P. GLOUCHCOFF — 1926

Après sept ans de domination serbe.

Sept ans se sont écoulés depuis la signature de la paix, et pourtant la Macédoine ne cesse de s'agiter et d'attendre en vain que lui soient accordés les droits culturels élémentaires garantis aux minorités nationales. Les Bulgares de Macédoine avaient le droit moral d'espérer qu'après la guerre mondiale des rapports plus équitables seraient établis entre les grandes et les petites nations, de sorte qu'ils puissent enfin, eux aussi, vivre dans la paix.

Vers la fin de la guerre et au moment des pourparlers de paix, les puissances victorieuses ne cessaient de répéter que l'une des conséquences les plus bienfaisantes de la paix serait l'amélioriation des conditions d'existence des petits peuples, selon le principe de l'autodétermination des nationalités. Le président des Etats-Unis, dans son célèbre discours du 12 février 1918 au Congrès, le souligna explicitement par ces paroles: „Cette guerre avait ses sources dans la méconnaissance des droits des petits Etats et peuples auxquels manquaient l'union et la force nécessaires pour faire valoir leurs désirs, leur propre existence nationale et la forme de vie politique qui leur convenait."

Malheureusement, des beaux espoirs qu'avaient éveillés ces déclarations, d'autres analogues faites par les vainqueurs, ainsi que la clause du traité de paix en faveur des minorités, aucun n'a été réalisé en ce qui concerne la Macédoine. Au contraire la politique d'oppression des deux Etats qui encore en 1913 se sont partagé la Macédoine continue a être appliquée après la guerre mondiale avec un absolu manque d'égards et plus systématiquement encore. Les

revendications légitimes des Bulgares de Macédoine pour leurs droits culturels continuent à être qualifiés par leurs nouveaux maîtres de trahison d'Etat, et les idéalistes macédoniens qui luttent pour ces droits traités comme de vulgaires bandits.

Une nouvelle preuve de ces dispositions envers les Bulgares de Macédoine, non seulement de la part des autorités serbes, mais encore de la classe des intellectuels, nous est fournie par la brochure „La Serbie du Sud depuis 1918" (Belgrade, 1926, 4⁰ 16) publiée par „l'Association Yougoslave pour la Société des Nations." On eut pu s'attendre à ce qu'une pareille association se manifestât en général, et en particulier dans cette brochure, comme le défenseur moral des droits minimaux en faveur des minorités garantis par les clauses du traité, dont la plus sincère protectrice est, en ce moment, précisément la Société des Nations. Malheureusement, il est clair que les auteurs de la brochure sont animés d'un esprit diamétralement opposé à ces idées humanitaires.

Peu importe que ces idées tendancieuses, particulièrement regrettables à notre époque, se dissimulent derrière une certaine casuistique, le fait est que d'un bout à l'autre de cette brochure, il est souligné que la Serbie a irrévocablement décidé de ne pas considérer les Bulgares de Macédoine comme une minorité nationale et par conséquent de ne pas les faire bénéficier des droits prévus par le traité de paix. Dès la première page de la brochure il est déclaré que „dans une communauté Yougoslave il n'y a pas de minorités yougoslaves. Il est indiscutable que les Slaves de la Macédoine sont une branche des Slaves du Sud. La question de leur dépendance nationale a été résolue dans les luttes de 1913 et 1918 une fois pour toutes. Au point de vue géographique et économique une telle solution de ce problème s'imposait, étant donné que la vallée du Vardar est une continuation naturelle de la vallée de la Morava."

Cette pauvre argumentation, nous dirions même cette argumentation puérile, est extraordinaire: Il est certain

que les Bulgares de Macédoine, comme tous les autres Bulgares, en tant que peuple slave, se rattachent au groupe des „Yougoslaves", qui est composé de trois peuples distincts, dont chacun a suffisamment prouvé son individualité nationale par un grand nombre de particularités éthnographiques caractéristiques — en premier lieu la langue — et s'est manifesté en tant que nation par son histoire politique distincte. Un pareil groupe de peuples slaves est formé pareillement par les Slaves de l'Ouest qui comprennent les Tchèques et les Polonais. Chacun de ces deux peuples est une branche des Slaves de l'Ouest, mais cela n'empêche aucun d'eux de se considérer comme une nation slave distincte, indépendante, non seulement au point de vue politique, mais encore dans le sens purement scientifique du mot. Est-il possible de nos jours de prétendre sérieusement que les Tchèques constituent un seul et même peuple avec les Polonais seulement parce qu'ils entrent dans le groupe des „Slaves de l'Ouest" ? Cependant c'est à une pareille argumentation qu'ont recouru les auteurs de la dite brochure serbe, en disant que „dans une communauté yougoslave il n'y a pas de minorités yougoslaves" et que „les Slaves de la Macédoine sont une branche des Slaves du Sud." Cette casuistique n'a pas été employée, dans ce cas-ci, par naïveté ou par ignorance, mais, sciemment, afin d'expliquer par des motifs quasi-scientifiques l'identification arbitraire de deux peuples distincts — les Bulgares de la Macédoine et les Serbes, et de justifier de n'importe quelle façon la dénationalisation par force des Bulgares de Macédoine qui se poursuit dans un but politique par les autorités serbes en ce pays.

D'ailleurs le gouvernement serbe se sert depuis longtemps de cette ruse: la thèse officielle serbe au sujet de la nationalité des Bulgares de Macédoine est exactement la même que celle soutenue d'une manière aussi enfantine dans la brochure: „Il n'y a pas de Bulgares, il n'y a que des Yougoslaves." Mais le terme „Yougoslaves" est un terme conventionnel, récemment forgé, que les Ser-

bes, maintenant encore, n'ont pas adopté et ne veuillent pas adopter officiellement. Et pour les Serbes aussi — du moment qu'il ne s'agit pas des Bulgares de Macédoine — il n'y a pas de Yougoslaves, mais des Serbes, des Croates, des Slovaques et des Bulgares.

Nous ferons remarquer qu'à la dite argumentation serbe, où l'on joue avec le terme éthnographique „Yougoslaves", les auteurs ont ajouté, avec encore moins de succès, un argument géographique — notamment que les vallées du Vardar et de la Morava ne formeraient qu'une seule vallée. Quand bien même cela serait exact, le fait historique démontre que la géographie n'a nullement empêché qu'il y eut des Slaves bulgares en Macédoine. Mais en réalité il est certain que les deux vallées appartiennent à deux bassins fluviaux parfaitement distincts, le bassin méditerrannien et le bassin danubien; dans le passé ils ont été reliés par des voies de communication très précaires, et les deux régions se sont développées culturellement et historiquement tout à fait indépendamment l'une de l'autre. Grâce à la technique moderne les moyens de communication sont actuellement tout différents, et c'est pourquoi on oublie, quand du côté serbe, il est parlé de l'unité des vallées de la Morava et du Vardar, qu'au temps où il n'y avait pas de chemin de fer, la vallée du Vardar se trouvait en commnications plus aisées avec la Bulgarie, par la voie Skopié—Koumanovo—Kustendil, qu'avec la Serbie.

Tant que durera la dite hostilité dans la conduite de la Serbie envers les Bulgares de Macédoine, ces derniers ne s'apaiseront pas et ne cesseront de réclamer leurs droits minimaux en tant que minorité en Yougoslavie. Il est évident que cette dernière résout la question macédonienne à la légère pensant que par ses iniques méthodes d'action et la négation de l'existence des Bulgares de Macédoine et de leurs droits nationaux ils pourront atteindre leur non moins condamnable but politique. Les vrais intérêts d'Etat de la Serbie y gagneront encore moins si l'opinion publique est abusée de la façon dont

elle l'est par la brochure ci-dessus citée, où tout ce qui concerne la Macédonie est exposé sous un faux jour. Nous pensons servir avant tout la vérité en disant, à notre tour, en suivant de près le texte de la brochure, notre mot — audiatur et altera pars!

Un coup d'œil en arrière

On sait, qu'en 1878, au Congrès de Berlin, fut prise, dans une absolue méconnaissance des principes de l'autodétermination des peuples, la funeste décision qui rejetait la Macédoine, déjà libérée en vertu du traité de San-Stéfano, sous la domination turque. Et ainsi fut foulée la volonté du peuple bulgare de Macédoine, qui s'était manifestée dans la lutte commune pour le recouvrement de la liberté.

Cette solution fut la cause de l'état de troubles incessants en Macédoine qui par une suite d'événements amena successivement la guerre de la Bulgarie contre la Turquie, puis les néfastes dissensions entre les alliés balkaniques, la malheureuse paix de Bucarest (1913), dont la conséquence évidente fut le déchaînement de la guerre mondiale, et enfin la paix de Neuilly qui pour la deuxième fois amena la Macédoine sous le joug atroce de ses conquérants.

Les Serbes furent arrêtés après le Congrès de Berlin dans leur extension naturelle vers les terres serbes et par suite leurs aspirations se dirigèrent vers le sud, vers la Macédoine bulgare. La principale conséquence de la nouvelle orientation de la politique serbe fut la guerre de la Serbie contre la Bulgarie à la suite de l'union de celle-ci avec la Roumélie Orientale en 1885. Les Macédoniens qui prirent part à cette guerre, en formant des détachements de volontaires, se convainquirent que désormais la Serbie deviendrait l'adversaire le plus implacable de l'unité du peuple bulgare.

Après le renforcement de la Bulgarie par l'annexion de la Roumélie Orientale l'autorité turque avait recom-

mencé à opprimer les Bulgares de Macédoine. D'autre part les dites aspirations des Serbes, auxquelles venaient s'ajouter d'analogues aspirations conquérantes des Grecs, forcèrent les Macédoniens à se préoccuper sérieusement de leur avenir national. Ainsi naquit l'idée d'une lutte organisée qui en préservant la Macédoine d'un morcellement, garantirait une vie plus tolérable, au moins dans les limites de l'article 23 du traité de Berlin. Dans ce but modeste fut préparée et proclamée le 2 Août 1903 l'insurrection générale macédonienne. L'idée qui inspira le peuple en révolte était de provoquer l'intervention des grandes Puissances, afin d'obliger la Turquie à accorder des droits d'autonomie à la Macédoine et au vilayet d'Andrinopole.

L'insurrection, quoique s'étant terminée d'une façon malheureuse, eut cependant pour résultat une intervention des grandes Puissances qui par les ainsi nommées réformes de Mürzsteg essayèrent d'alléger la vie de souffrance des Bulgares de Macédoine. La crainte de cette extension des réformes, surtout après l'entrevue de Reval, provoqua le coup d'Etat des Jeunes-Turcs en 1908 qui mit fin à l'œuvre de réformes entreprise. Malgré tout, la population de la Macédoine ne cessa d'attendre l'avènement d'une ère pacifique pouvant assurer un régime politique plus libéral et garantir les droits du citoyen les plus élémentaires. En 1912, quand se déclara la guerre des Alliés balkaniques contre les Turcs, les Bulgares de Macédoine, que les persécutions des Jeunes-Turcs avaient soumis à de cruelles épreuves, entrevirent enfin la possibilité de réaliser pleinement leurs plus chers espoirs. Dans cette guerre prirent part 20000 Macédoniens qui formèrent la Légion des volontaires macédoniens, sans compter des dizaines de mille officiers et soldats macédoniens dans l'armée régulière bulgare. Pendant la guerre entre les Alliés la population macédonienne vit avec douleur s'éloigner les armées libératrices de la Bulgarie, mais elle ne perdit pas l'espoir que sa juste cause triompherait.

Le traité de Bucarest fut pour cette population qui avait tant lutté et souffert un coup plus terrible que celui qui avait été porté au peuple bulgare par le Congrès de Berlin. Mais la gravité même de l'injustice commise soutenait sa foi dans un avenir meilleur. Après la signature de cet acte fatal, la population ne manqua pas de protester contre le démembrement de la Macédoine entre deux puissances étrangères. Suivit le régime de terreur introduit par les Serbes et qui, d'après le temoignage d'un correspondant russe, étendit un silence de mort sur le pays (Ruskoe Slovo du 28 mai 1914, de son correspondant de Belgrade Dorsky). Quand même, selon une expression de l'Enquête Carnegie, (page XXIII), la population bulgare de Macédoine resta inébranable dans son dévouement à l'idéal national. Comme conséquence, la haine de la population contre les intrus s'envenima. Les mesures draconiennes prises par les autorités serbes n'aboutirent à rien. Parmi les dernières il faut surtout relever le fameux „Règlement sur la sécurité publique dans les pays annexés à la Serbie" souscrit le 21 septembre 1913 par le roi Pierre de Serbie. Ce règlement mérita l'honneur de la citation in extenso dans le gros volume de l'Enquête dans les Balkans, effectuée en automne 1913 par la Commission de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Ce règlement constitue par lui-même une preuve que la Macédoine était considérée à Belgrade come une dépendance — „une sorte de colonie conquise que les conquérants pouvaient administrer à leur gré" (op. c. page 144). Les dispositions étaient draconiennes : Pouvoir discrétionnaire des autorités de police ; déportation des familles en cas de rébellion dans une commune si les récalcitrants ne regagnaient pas leurs foyers ; déportation pour recel ; dix ans de travaux forcés pour tentative d'endommagement de voies ferrées ou de navigation ; peine capitale, si la tentative d'endommagement a *provoqué la mort, peine capitale pour* les complices des rebelles ou des bandes etc. etc. Tel est le contenu de ce document caractéristique : aussi les auteurs de l'enquête, des hommes de la valeur morale d'un Paul Milioukoff,

d'un d'Estournelles de Constant, d'un Justin Godart, d'un H. N. Brailsford en en faisant l'analyse ont pu rendre ce jugement: „Si on ignorait, en effet, ce qu'est la Macédoine, la publication de ces ordonnances permettrait de le deviner" (ib. page 148).

Pour gouverner la Macédoine qui leur était étrangère les Serbes se crurent forcés d'instituer un régime spécial de terreur. Les dites „dispositions" étaient destinées à revêtir dans une forme quasi légale un système d'oppression à l'égard d'une population que les Serbes annonçaient, urbi et orbi, être serbe.

Telle était la situation de la Macédoine quand la grande guerre européenne éclata. La population macédonienne espérait toujours que cette conflagration universelle, qui avait son point de départ dans les Balkans, devrait nécessairement toucher son sort. Et le sort de la Macédoine était l'unique souci de la politique de la Bulgarie. Malheureusement l'issue de cette guerre fut encore plus néfaste pour la Macédoine. La seule lueur de consolation pour l'âme torturée des Macédoniens furent les clauses relatives aux minorités, les droits qui étaient prévus en leur faveur par le traité du 9 décembre 1919 conclu entre les principales Puissances alliées et associées et le Royaume des S. H. S., placé sous la garantie de la Société des Nations, le 29 novembre 1920, et celui du 10 août 1920 entre les même Puissances et la Grèce. Ces droits sont moindres mêmes que les droits respectifs dont jouissaient les Bulgares de Macédoine sous le régime turc. Le dernier Congrès de l'émigration organisée macédonienne en 1925 a déclaré que les Bulgares de Macédonie seraient heureux maintenant si on leur donnait les droits que les Turcs leur accordaient et en vertu desquels leur nationalité était reconnue et leur était octroyée la liberté d'avoir leurs propres écoles et clergé nationaux.

La Yougoslavie et la Grèce, après s'être assuré la possession de la Macédoine, n'ont en rien changé l'attitude qu'ils avaient adoptée envers les Bulgares de Macédoine, après le traité de Bucarest en 1913. Ils continuent à se

comporter en maîtres implacables, ne reconnaissant aux Bulgares de Macédoine aucuns droits, tâchant de leur faire oublier par la violence le plus tôt possible leur passé, de les obliger à renier leur nationalité et à accepter même la langue de leurs conquérants. La politique de dénationalisation se poursuit exclusivement à l'aide du régime de terreur qui s'appliquait déjà au moment de la première occupation des Serbes et des Grecs et auquel, de fait, rien n'a été changé jusqu'aujourd'hui. Les stipulations relatives aux minorités sont restées lettre morte, car il est nié avec une impudence inconnue dans l'histoire contemporaine de l'Europe l'existence même d'une minorité bulgare en Macédoine, alors que c'est surtout elle qui a été visée au moment où les grandes Puissances, signant le traité de paix, ont prévu les droits en question. Ainsi l'autodétermination des peuples de la Péninsule Balkanique qui s'acheva à la fin du XIX siècle après de longues luttes menées contre les Turcs — en ce qui concerne les Bulgares de Macédoine, est complètement méconnue de la part de la Yougoslavie. Et ceux-ci jugeant que, dans les conditions politiques où ils se trouvent, ces droits culturels minimaux restent la seule garantie pour eux de conserver leur individualité nationale, ont déclaré plusieurs fois et déclarent encore qu'ils les considèrent comme une condition essentielle pour la pacification de la Macédoine, si désirée par tous.

Malheureusement, la Yougoslavie demeure inflexible dans la cruelle attitude qu'elle a adoptée envers les Bulgares de Macédoine, et quoique cela soit en pleine contradiction avec le traité de paix que les hommes d'Etat serbes ont signé, avec, évidemment, l'arrière pensée de ne jamais l'appliquer.

Une preuve superflue de cet état de choses est également la dite brochure „La Serbie du Sud depuis 1918" qui de la part de l'Association Yougoslave pour la Société des Nations a été remise aux membres de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations, dans la dernière session à Genève. Rien que

le titre de la brochure „la Serbie du Sud" marque la tendance politique qui s'efforce d'effacer jusqu'au nom de la Macédoine. Tout son contenu est animé du même esprit qui d'un bout à l'autre présente sous un aspect absolument faux la situation actuelle de la Macédoine dans le but de détourner l'attention de l'opinion publique en Europe qui, à côté de ses propres soucis et besoins, a pourtant le cœur et la conscience de s'intéresser à la Macedoine et de s'émouvoir du triste état, contraire à toute équité, auquel elle a été réduite. Dans cette brochure on va jusqu'à inviter l'opinion publique à refuser d'écouter les plaintes des Macédoniens, à ne pas lire leurs „Mémoires" qui seraient tendancieux, disant que, dans le cas contraire, on serait menacé de nouvelles conflagrations: „Qu'il nous soit permis d'espérer que tous ces mémoires tendancieux qu'on soumet dans tous les Congrès internationaux — où ils peuvent produire un effet momentané sur les esprits généreux et crédules — apparaîtront finalement à tout le monde comme un élément dangereux de haine d'où peuvent sortir de nouvelles conflagrations. Les groupements internationaux doivent les écarter dans l'intérêt même de l'apaisement et de l'entente des peuples".

C'est ainsi que se conduisent, en face de la vérité, tous les opprimeurs.

Instruction publique.

La résolution de la Yougoslavie de nier, sans avoir égard à rien, jusqu'à l'existence même des Bulgares de Macédoine se manifeste surtout dans le chapitre: „Instruction publique" (op. c. 11).

Il est notoire, qu'avant la grande guerre, il existait de nombreuses écoles bulgares en Macédoine qui constituaient le plus éclatant témoignage de la culture intellectuelle relativement élevée des Bulgares de Macédoine que personne ne peut nier. En Macédoine vers 1912, il y avait 1141 écoles secondaires, normales et supérieures, 1884 instituteurs et 65474 élèves sans com-

pter les institutions bulgares catholiques de Monastir, Koukouch, Salonique (séminaire tenu par les Lazaristes) et les écoles protestantes. Des gymnases, des écoles normales, des écoles professionnelles existaient dans plusieurs villes, notamment à Monastir, Uskub, Prilep, Vélès, etc. Les Bulgares macédoniens, rien que dans les territoires annexés à la Serbie en vertu du traité de Neuilly c. à d. dans la partie septentrionale de la Macédoine, possédaient, en 1912, sous la domination turque, 641 écoles primaires, primaires supérieures et secondaires avec un corps enseignant de 1003 membres et 37000 élèves. A la même époque le clergé exarchiste comprenait en Macédoine 7 évêques, 7 vicaires épiscopaux et 1132 prêtres desservant 1293 églises ou chapelles."[1]

Les Serbes et les Grecs se sont approprié toutes les églises et écoles bulgares et ont expulsé par force au delà des frontières les prêtres, les évêques, les instituteurs, allant jusqu'à en tuer plusieurs afin de semer la terreur. A présent, les enfants en Macédoine, sous la domination serbe et grecque, sont obligés sous peine de châtiment pour leurs parents de s'instruire en serbe et en grec, et de passer pour Serbes, respectivement Grecs. Sous le régime turque les Bulgares de Macédoine avaient leurs journaux, revues, imprimeries, des sociétés de bienfaisance, de gymnastique, des bibliothèques et des salles de lecture. A présent tout cela a été supprimé par le régime grec et serbe. Le livre bulgare est interdit. L'enseignement bulgare a été aboli, les livres bulgares brulés, le sentiment bulgare rigoureusement réprimé. En même temps que les professeurs et les instituteurs qui furent expulsés en masse les archêveques (métropolites) bulgares d'Ochrida, Bitolia, Vélès, Dibra et Skopié furent chassés de leurs sièges et

[1] Voir Léon Lamouch. La Macédoine au temps des Turcs (1926). Selon le philantrope anglais, Sir P. O. Mahony — (Voir son livre „Lettres à l'Angleterre, 1915. p. 50) — dans le territoire attribué à la Serbie par le traité de Bucarest de 1913, il existait 596 écoles bulgares comptant 1005 instituteurs et 36000 élèves.

obligés de se réfugier en Bulgarie. On voulait ainsi décapiter le pays pour mieux le subjuguer.

En dépit de ces faits historiques, que dit la brochure serbe? — Dès les premières lignes: „On ne peut parler sérieusement d'une instruction publique dans la Serbie du Sud (c, à d. dans la Macédoine) sous la régime turque. Les écoles étaient très rares; il n'y avait pas beaucoup d'élèves, d'instituteurs encore moins. Les quelques institutions crées sous les Turcs par l'initiative privée avaient toutes un caractère de propagande (!) et un nombre restreint d'élèves." Il est inutile de faire des commentaires sur ces lignes dont chaque mot est à l'encontre de la vérité. Ce qui est caractéristique, c'est que plus loin il est dit, au sujet des nouvelles écoles ouvertes par la Serbie et des chiffres qui se rapportent également à la Vieille Serbie c. à d. à la contrée située au nord de la chaîne du Schar, que „la plupart des instituteurs de la propagande bulgare ont été admis par l'administration serbe dans le corps enseignant de la Serbie du Sud" — ce qui est également en contradiction criante avec la vérité. Presque tous les instituteurs bulgares ont été chassés et ils se trouvent actuellement en Bulgarie. Et tous ces instituteurs bulgares étaient originaires du pays, tandis qu' au contraire maintenant les instituteurs serbes en Macédoine sont presque tous originaires de la Serbie.

Ce n'est pas l'avis des „chauvinistes bulgares", comme on s'exprime dans la brochure, que la langue serbe est étrangère à la population slave en Macédoine — c'est l'opinion bien documentée de tous les slavistes en vue notamment: Fr. Miklosich, Vatroslav Jagić, V. Oblak, V. Vondrak, Lub. Niederle, Martin Hattala, F. Florinsky, Victor Grigorovitsch, P. A. Lavroff, A. Sobolevskv, L. Léger etc. etc. (Voir ces opinions respectives citées dans le mémoire „La Question bulgare et les Etats balkaniques. Exposé et documents. Sofia — 1919. p. 154—155). Toutes ces autorités de la science affirment unanimement que les parlers slaves macédoniens sont des dialectes bulgares, ils les attribuent — dans la classification des langues

slaves — à la langue bulgare, ils les considèrent comme des dialectes bulgares, ils leur empruntent de nombreuses citations et ils leur consacrent des études spéciales, en les traitant comme des variations dialectologiques de la langue bulgare commune.

En dépit de ces faits, actuellement, dans toutes les écoles en Macédoine, des supérieures aux plus élémentaires, la langue d'enseignement obligatoire est le serbe et uniquement le serbe. Nul n'ose exprimer le désir, sous la crainte des plus sévères représailles, que cette langue étrangère à la population soit remplacée par la langue maternelle des Bulgares de Macédoine.

En Macédoine il n'est resté comme trace de la courte domination des Serbes sur cette contrée au XIV siècle que des monuments architecturaux, notamment des églises. C'est l'unique chose qui, dans les écoles de Macédoine, peut être citée comme passé serbe; quant à tout le reste, quant à tout ce qui y est dit au sujet de l'histoire nationale des Macédoniens, de leur appartenance éthnographique et de leur langue — ce ne sont que de grossières violations de la vérité, une inouïe falsification de l'histoire.

Vie politique.

La vie politique de la Macédoine est également exposée dans la dite brochure sous un faux aspect. Il n'est pas vrai que „depuis 1914 la Constitution du Royaume serbe fut étendue à la Serbie du Sud (la Macédoine) et ainsi cette contrée devint une partie intégrante du Royaume à tous les points de vue." En réalité, le 21 septembre fut proclamé un „Règlement de la sécurité publique pour les nouveaux territoires de la Serbie," duquel il est parlé plus haut, et, en effet, ce règlement qui introduisait en Macédoine un régime exceptionnel fut appliqué en 1914 et reste en vigueur même en 1926. Tous les Macédoniens sont unanimes à considérer le régime serbe comme pire que celui des Turcs. C'est en vain que les auteurs de la brochure se sont donné la peine de citer les arti-

cles correspondants de la Constitution yougoslave pour montrer qu'elle accorde des droits aux citoyens yougoslaves ; la Macédoine n'a jamais pu s'en prévaloir, car tous ces droits sont simplement suspendus et la population n'a aucun moyen de faire respecter sa volonté. Ainsi, malgré que la Constitution reconnaisse la liberté de la presse, on ne saurait en aucune sorte éditer en Macédoine des journaux ni des revues bulgares. Du reste le livre bulgare en est banni. De même la Constitution yougoslave prévoit la liberté d'association. Pourtant, aux Macédoniens il n'est guère permis de fonder des partis nationaux. On a du reste dissous même les djémets turcs et les associations albanaises. Pour ce qui est des Macédoniens d'origine bulgare, il ne peut être question de leur groupement en partis politiques. Qui ignore, en effet, que sous le régime jeune-turc en Macédoine (1908—1909) les Bulgares y possédaient des clubs constitutionnels — une organisation politique? On procède, il est vrai, aujourd'hui même à des élections en Macédoine, mais dans quelles conditions ? On n'admet que les listes des partis serbes et la population indigène est traitée en moutons. Des gendarmes et des bandits armés, à force de terreur, extorquent des habitants un vote en faveur des candidats officiels. Quand à l'assertion de la brochure que les Macédoniens pendant la grande guerre (1914—1918) auraient combattu vaillamment dans les rangs de l'armée serbe, dont ils auraient partagé la gloire etc., les faits établissent tout le contraire. Les Macédoniens étaient incorporés de force dans l'armée serbe et on sait que malgré le risque qu'ils courraient, étant exposés d'une part aux balles autrichiennes et d'autre à celles des soldats serbes préposés à leur surveillance, les Macédoniens préféraient la désertion car ils n'avaient nullement le désir de servir dans une armée dévouée aux tyrans et aux oppresseurs de leur patrie. Tous les déserteurs macédoniens qui s'étaient livrés aux Autrichiens, aux Allemands et aux troupes bulgares s'étaient par la suite inscrits volontaires macédoniens. Les Bulgares de Macédoine ont combattu pour leur li-

berté et ils ne pouvaient en vouloir qu'aux Serbes et aux Grecs qui avaient foulé cette liberté. Ils ne pouvaient éprouver le moindre ressentiment contre les Français, les Anglais ni les Italiens, qui, par un hasard historique, défendaient le même front que nos oppresseurs.

Les émigrés.

Nul n'ignore que depuis que — conséquence du néfaste traité de Berlin — les persécutions contre les Bulgares de Macédoine ont commencé et qu'ils ont eu à lutter sur trois fronts contre les Turcs, contre les bandes envoyées par la Grèce et celles envoyées par la Serbie, à chaque nouvelle catastrophe dans cette lutte, un torrent d'émigrants macédoniens quittent leur pays et cela pour se réfugier toujours en Bulgarie. A l'époque des trois malheureuses guerres menées pour la délivrance de la Macédoine, au moment de l'occupation grecque et serbe de 1913 à 1915, une partie de la population macédonienne a cherché son salut, autant que le lui permettaient ses forces physiques, en passant, par grands ou petits groupes, la frontière bulgare. Et aujourd'hui encore, la Bulgarie abrite les réfugiés de la Macédoine, principalement ceux de la Macédoine grecque d'où les autorités grecques les expulsent de force, tandis que la Yougoslavie, au contraire, interdit sévèrement l'émigration. Tout cela est notoire et la preuve en est la grande colonie d'émigrés de la Macédoine grecque et serbe réfugiée en Bulgarie; leurs organisations de bienfaisance — les confréries — portent les noms des villes principales dans leurs lieux de naissance en Macédoine. Les plus nombreux sont précisément de la partie de la Macédoine qui est tombée sous la domination serbe — de Chtip, Vélès, Scopié, Prilep, Bitolé, Ochrida, etc. Voilà ce que dit à leur sujet M-r Léon Lamouche, qui a vécu, de 1904 à 1909, en Macédoine, en qualité d'officier français chargé de la réorganisation de la gendarmerie turque, au moment où s'appliquaient les réformes de Murzsteg: „Chaque fois que la population chrétienne macédo-

nienne se croyait menacée, elle s'enfuyait en Bulgarie, même celle des districts voisins des frontières serbes. Ce phénomène s'était déjà produit souvent antérieurement. Il prit une intensité particulière après l'insurrection d'Ilinden (1903), et le grand nombre de réfugiés qui constituait une gêne sérieuse pour la Bulgarie donna lieu à des négociations et à un acccord entre les gouvernements turc et bulgare en vue de faciliter leur retour. On observa le même phénomène à chaque cause de panique, par exemple lors des massacres de Chtip et de Kotchane (décembre 1911 et août 1912). En dehors de ces exodes accidentels et temporaires, un mouvement d'émigration à titre définitif s'était établi depuis longtemps, plus particulièrement depuis 1878, de la Macédoine vers la Bulgarie. L'acroissement rapide de la population de Sofia est dû en grande partie aux Macédoniens" (La Macédoine au temps des Turcs, S. A. 40). Au sujet de cette émigration macédonienne qui se dirigait constamment vers la Bulgarie M-r V. Bérard s'exprime ai si dans son ouvrage „Pro Macedonia": „Imagine-t on une population misérable que les persecutions d'un voisin jetteraient sur son territoire? Et ces réfugiés sont de même r a c e, d e m ê m e l a n g u e, de même religion que les Bulgares. Ils se disent à juste titre leurs f r è r e s" (op. c. p. 29).

Devant l'évidence de ces faits, la brochure serbe s'efforce de diminuer l'importance des causes ainsi que celle du chiffre des émigrés macédoniens en Bulgarie. Avant tout elle fait capital de la différence des chiffres, fournis par des sources diverses et à des époques différentes, se rapportant au nombre des émigrés et cela inclusivement pour ceux de la Thrace et de la Dobroudja afin d'en démontrer l'inexactitude ab absurdo: „Certains de ces chiffres feraient croire qu'une moitié ou bien un tiers de la population de c e q u'o n a p p e l l e l a M a c é d o i n e aurait passé en Bulgarie". Pourtant c'est un fait que la colonie d'émigrés de la Macédoine est immense, et ne compte par moins de 300,000 âmes — d'après nos statistiques vérifées — jusqu'à 1920. Maintenant ces émigrés sont plus

nombreux — à cause de l'affluence nouvelle des émigrés de la Macédoine grecque. Toute l'introduction de la brochure serbe est écrite, pour faire ressortir, en fin de compte, que de la Macédoine (sous la domination yougoslave) ont émigré de 1912 à 1921, selon le „Bulletin statistique mensuel de la direction générale de la statistique du Royaume de Bulgarie" (№ 9 de septembre 1925) en tout 10,244 personnes. Et l'auteur de la brochure se hâte de dire „Ce document officiel bulgare nous dispense de toute discussion au sujet du nombre des émigrés". Veut-il dire par là qu'en Bulgarie il y a seulement 10,244 émigrants de la Macédoine yougoslave, ou sous-entend-il autre chose, puisqu'il se refuse à toute „discussion", ce à quoi personne d'ailleurs ne l'invite? Et même si le chiffre désigné était exact, cela ne montrerait-il pas que pendant la guerre avec la Turquie 1912/13 la population de la Macédoine, croyant fermement qu'elle serait délivrée, ne s'est pas enfuie en Bulgarie qui était l'alliée de la Grèce et de la Serbie? Quand les alliés trahirent la Bulgarie et que la guerre interalliée se déchaîna en 1913, après son issue catastrophale, une partie de la populatin macédonienne, fuyant devant l'ennemi, réussit à se sauver. Le plus grand nombre venait des régions de la Macédoine occupée par les Grecs (Régions de Sérès, Drama, Salonique etc.) et un petit nombre du territoire occupé par les armées serbes, parce que les Serbes gardaient rigoureusement les frontières et ne laissaient personne passer en Bulgarie à l'exception des intellectuels macédoniens — instituteurs, prêtres, et autres — qui étaient systématiquement persécutés et expulsés. Quand, en 1915, éclata la guerre mondiale, les armées bulgares occupèrent la Macédoine, et la population macédonienne, heureuse de s'être délivrée des Serbes et croyant à l'issue favorable de la guerre, ne songeait même pas à émigrer, ce qui d'ailleurs, tant que durèrent les opérations militaires sur le front macédonien du sud, était fort difficile surtout pour les habitants des régions plus éloignées. La catastrophe de l'armée bulgare en 1918 vint si brusquement et s'acheva si rapidement, qu'avant que

la population macédonienne eut pu se ressaisir, la frontière du côte bulgare était fermée et sévèrement gardée par les autorités serbes. Celui qui osait à ce moment fuir avec sa famille risquait sa vie. Et pourtant, malgré ces obstacles, 10,244 personnes pendant cette période de la guerre ont passé de la partie yougoslave de la Macédoine en Bulgarie. Dans ce nombre, bien entendu, sont également compris les intellectuels macédoniens expulsés par les Serbes. Voilà l'explication de ce chiffre.

Tout autre est la question du retour des émigrés macédoniens en Macédoine. Elle ne se rapporte pas seulement, comme veut le présenter la brochure serbe, aux „gens de notre territoire qui ont passé en Bulgarie" mais également à de plus anciens — avant 1912 et à de plus récents émigrés. Et c'est précisément ici que la vérité est dissimulée. Le gouvernement serbe, encore maintenant, ne donne aucune garantie de vie normale et assurée à ceux qui sont retournés. Avant tout, comme nous l'avons vu, la Serbie nie l'existence de Bulgares en Macédoine, — pour elle tous sont des Serbes et par conséquent elle ne permet le retour dans leur patrie que de ceux qui déclarent qu'ils se comporteront en Serbes. Et si les Macédoniens étaient prêts à la rigueur de s'accommoder de la domination serbe sous ces conditions, ils n'auraient pas été en général des émigrants ni au temps des Turcs; mais parce que, justement, ils ne peuvent renier leur passé, l'idéal de liberté morale qui a alimenté l'effort de plusieurs générations, ils sont maintenant exilés de leurs foyers et endurent les plus grandes privations. Ce sont donc de pures légendes que conte la brochure serbe en disant que le gouvernement serbe a proclamé, par l'édit royal du 19 septembre 1924, une amnistie qui s'étend à toutes personnes originaires de cette région—y compris les émigrés, mais que le gouvernement bulgare les empêche de retourner en Serbie et que les „macédonisants" terrorisent les malheureux émigrés, qui, pour éviter des représailles du côté bulgare, préfèrent passer clandestinement la frontière.

Communications, hygiène publique, agriculture, industrie et commerce.

Laissant au second plan les délicates questions se rapportant à la vie politique, à l'instruction et à l'émigration, les auteurs de la brochure serbe s'efforcent, avant tout, de représenter la Macédoine comme un pays où règne non seulement une parfaite tranquillité et satisfaction parmi la population, mais encore comme un pays où de jour en jour la prospérité se développe grâce aux bons soins et sacrifices matériels de l'Etat yougoslave.

Mais comme preuves les auteurs de la brochure ne présentent pas des faits, mais des phrases conventionnelles sans aucune valeur. Le peu de faits exposés sont pour la plupart faux. Ainsi il n'est pas vrai que la Serbie a réussi depuis le peu d'années que dure sa domination en Macédoine, dans les conditions de troubles où ne cesse de se débattre la Yougoslavie en général, à tracer, jusqu'aujourd'hui, seulement en Macédoine, 1960 kl. de voies ferrées. L'unique voie ferrée de construction récente en Macédoine est celle qui relie Chtip à Véless; elle a une longueur d'environ 50 klm. Les voies à écartement étroit (60 cm.) de Gradsko à Bitolia et de Skopié à Tétovo—Ochrida d'une longueur de plus de 270 klm. avaient été construites par les autorités bulgares au cours de la guerre mondiale. L'affirmation que les troupes bulgares, lors de leur retraite, les auraient détruites et qu'elles auraient été à nouveau construites ne répond pas à la vérité. D'autre part, le plus grand nombre des routes qui n'existaient pas du temps des Turcs, ont été tracées pendant la guerre par les Bulgares, principalement pour leurs besoins militaires. Quant à l'hygiène publique, nous observerons que tout ce qui a pu être réalisé dans la lutte contre la malaria est dû aux fonds fournis par la fondation Rockfeller. C'est en vain que les auteurs de la brochure tirent vanité des instituts sanitaires où sont traitées les maladies vénériennes, car ces maladies étaient auparavent inconnues en

Macédoine où la population se distingue par la pureté de ses mœurs.

Il est vrai qu'au temps de la domination turque le fermage prédominait en Macédoine. Les beys turcs détenaient en leur possession de vastes domaines que rien ne distinguait des latifundia romains. Cependant, grâce à la pression exercée par l'Organisation Révolutionnaire, les beys, dans l'impossibilité d'exploiter rationellement leurs biens ruraux avaient été contraints de les vendre aux paysans. Depuis 1900 jusqu'en 1908 la plupart des métayers bulgares étaient devenus des propriétaires en rachetant la terre aux beys avec l'argent que les émigrés gagnaient en Amérique et ailleurs. Les fermes qui existaient encore au moment de l'occupation serbe ont été accaparées pour être distribuées aux colons serbes morcellées ou en entier. Dans la région de Scopié, on cite des cas où les terres des métayers bulgares ont été accaparées par les autorités serbes pour être distribuées à des colons. Telle est la fameuse „solution" de la question agraire. Pour pouvoir établir si, effectivement, la production agricole a été intensifiée après l'occupation serbe, il faudrait connaître les données statistiques pour les années 1910 et 1912 en les comparant avec celles de 1922. C'est une erreur que de vouloir comparer les chiffres de 1921 et 1924 avec ceux de 1925, car il n'est que très naturel qu'en raison des guerres la poduction de 1921 soit inférieure à celle de 1925.

Il n'est également pas vrai que quelque chose d'essentiel ait été entrepris pour le développement de l'industrie en Macédoine pendant les dernières 6—7 années de la domination serbe. Et au temps des Turcs aussi il y avait de rares et pauvres débuts d'industrie semblables à ceux que cite la brochure, par ex. quelques moulins à vapeur, usines de savon, de bonbons, etc. De même le commerce n'a reçu aucun „grand essort", mais au contraire, comparé au commerce du temps des Turcs, n'a fait que reculer. Sur ce sujet nous n'allons pas nous arrêter plus longuement, car de plus grand poids sont, en cette

occurrence, les faits qui, le 16 mars 1926, ont été exposés devant la Skoupchtina serbe dans le discours de M-r Grigor Drakalovitch, député du parti démocratique indépendant — le parti de M-r Pribitchévitch — au cours des débats sur le budjet de l'Etat serbe. M-r Drakalovitch a parlé exclusivement sur la situation en Macédoine (suivant la dénomination serbe „la Serbie du Sud) décrivant sous des couleurs particulièrement sombres l'état économique de ce pays asservi, de la prospérité duquel la Serbie ne prend aucun soin. L'orateur dit ouvertement que „sous le régime turc, la population macédonienne se trouvait dans une situation économique meilleure même que celle de la population turque". M-r Drakalovitch passe ensuite à l'examen de la situation actuelle, économique et politique, de la Macédoine. Nous citerons ici littéralement son discours, tel qu'il a été publié dans le supplément du 4 avril 1926 du journal serbe, „le Retch", organe de M-r Prébitchévitch, chef du parti serbe le plus chauviniste et bulgarophobe :

„— La guerre mondiale a ruiné la richesse économique de la Serbie du Sud (la Macédoine). La production intensive de jadis n'existe plus, ni l'élevage du bétail, pas plus d'ailleurs que la culture du tabac, du pavot, du riz, des cocons, du coton, du chanvre et des céréales qu'on faisait exporter par Salonique à travers le monde. Aujourd'hui il est rare, même extrêmement rare, de voir sur le front des femmes des pièces en or ou d'en voir porter comme bracelets.

„La production baisse, le commerce diminue. Les gens de là-bas luttent en face de grandes privations. Et si les femmes par le tricotage à domicile et l'aiguille ne couvraient la nudité de leurs enfants, la vie serait affreuse. La moindre sécheresse peut répandre la famine dans cette contrée.

„Le peuple est extrêmement inquiet parce qu'il existe une grande crise dans le domaine des affaires. Dernièrement il a été constaté une forte tendance d'émigra-

tion, non seulement des milieux improductifs, mais aussi de ceux où la production est bonne, ce qui n'a jamais été constaté jusqn'à prèsent. Nombreux sont ceux qui veulent s'engager au service de l'Etat comme gendarmes, douaniers, gardiens des champs, etc. pour pouvoir vivre mieux. Beaucoup de villages situés dans les montagnes, achetent déjà de la farine, ce qui veut dire que la vallée du Vardar, de Bregalnitza, de Stroumtiza et de Ovtchepolé manquent de céréales pour le commerce et pour l'exportation. Dans le gros bétail, il existe une grande pénurie. Plus de la moitié des propriétaires ne possèdent qu'un seul bœuf, et c'est dire avec quelle peine ces gens arrivent à labourer leurs champs. De même, le menu bétail diminue et les vaches, les moutons et les chèvres qu'on rencontre par-ci par là sont très chétifs et maladifs. Le bétail pour la procréation manque totalement. On a cessé d'élever des cochons pour le commerce et on ne le fait que pour ses besoins personnels surtout en hiver pour les fêtes de Noël. C'est pourquoi on fait venir la graisse des provinces du Nord. L'élevage de la volaille est extrêmement rare. L'apiculture est complètement ruinée. La viticulture est également anéantie par le phylloxéra et personne ne se charge de renouveler les vignes. Les jardins fruitiers, notamment ceux formés de pruniers et de pommiers, se trouvent dans de meilleurs conditions mais on ne peut pas dire que leur culture se fait d'une façon rationnelle.

„La production du tabac est tombée ces dernières années à la moitié, de ce qu'elle a été par suite du prix modique qu'en offre l'acheteur, et si à l'avenir le tabac ne trouve pas un prix plus élevé, ou plutôt, si on ne fait pas supprimer le monopole, personne ne voudra plus s'occuper de cette culture.

De la part de l'Etat, constate Dracalovich, rien n'a été fait pour améliorer les conditions de la vie économique en Macédoine. Tout au contraire, soutient-il, il a été fait certaines choses, notamment à Bregalnitza, qui contribuent puissam-

ment à la décadence de cette région. Et à M. Dracalovitch de montrer ce qui a été fait et se fait encore dans cette malheureuse Macédoine par les agents du gouvernement serbe."

„L'ancien joupan de Bregalnitza, dit textuellement M. Dracalovitch, a gouverné trois ans, en commençant par la façon d'Irode pour finir par celle de Pilate. Dans ces trois années il est arrivé à anéantir Bregalnitza moralement et économiquement, de sorte qu'il ne suffirait pas même de dix années pour ramener cette région à l'état dans lequel elle se trouvait avant son arrivée. Au lieu de grouper autour de soi les gens du peuple qui voulaient le seconder et lui réclamaient les moyens de combattre les brigands et les loups, il fuyait et détestait le peuple, dont les fils servaient le roi sous les drapeaux. Et ce même joupan avait groupé autour de soi tout ce qu'il y avait de pire comme individus — des vagabonds, des voyoux, des vaux-riens, en un mot des gens qui avaient dans le passé menti, estorqué, pillé et massacré le peuple, et le joupan leur avait accordé des droits illimités sur la population.

„C'est alors qu'on commença à incendier des villages entiers, à enlever leur bétail, à détruire leurs greniers, à emprisonner par milliers des gens innocents. Personne n'ose plus s'adonner à son travail en sortant en dehors de son village. Personne n'ose s'attarder la nuit à côté de son bétail. Pour se mouvoir librement ou pour aller même au marché, il faut être muni d'un permis spécial qu'on se fait accorder à la suite de longues difficultés et si, en fin de compte, on parvient à l'obtenir, la nécessité de s'en servir est déja passée.

„Ainsi le peuple perd son temps, acquitte des frais, des taxes et souvent des concessions, et tout ceci n'est que pour vivre. Aujourd'hui les montagnes et les forêts sont désertes, parce qu'il est défendu d'y habiter, d'y cultiver la terre ou de faire stationner son troupeau. Les habitants de la montagne ont été contraints de descendre vers

la plaine, mais maintenant sans travail, sans terre et sans occupation, ils sont presque réduits à la famine. Surtout sont dans une situation lamentable ceux d'entre eux qui n'ont pas les moyens de se constituer une nouvelle existence. Tous ceux de la montagne abandonnent leurs propriétés et leurs hameaux et fuient les vexations de l'autorité.

„On a beaucoup écrit et beaucoup parlé sur la terreur qui règne à Brégalnitza ; quant à moi, je crois que même le tiers n'a été dit de ce qui s'y passe et continue de s'y passer".

Сканирано за:

www.strumski.com

Библиотека „Струмски”
е създадена в памет на
загиналите за Родината.



Voivode Dimiter Madjarov before the remains of two comrades in arms killed in the battle of Ferres